

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Marc-Jean Ghysseles, *Bourgmestre-Président* ;  
Jean-Claude Englebort, Ahmed Ouartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, *Échevin(e)s* ;  
Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Christiane Defays, Mostafa Bentaha, Nadia El Yousfi, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Magali Plovie, Alitia Angeli, Nadine Pâques, Laurent Hacken, Denis Stokkink, Gauthier Lambeau, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart, David Liberman, Abdelkader Zrouri, *Conseillers communaux* ;  
Betty Moens, *Secrétaire communale*.

**Excusés**

Mariam El Hamidine, *Échevin(e)* ;  
Corinne De Permentier, Grégor Chapelle, Mohammed Sebbahi, Abdelmalek Talhi, Dominique Goldberg, *Conseillers communaux*.

**Séance du 24.04.18**

---

**#Objet : Motion sur la privatisation de la banque Belfius- report du 20/03/2018#**

---

Séance publique

**ORGANISATION**

**Affaires générales**

**Motion du Conseil Communal de Forest du 20 mars sur la privatisation de la banque Belfius**

En 2011, l'État belge achetait la composante belge du groupe Dexia pour 4 milliards d'euros. Quelques mois plus tard, la banque changeait de nom et devenait Belfius.

Le groupe Dexia lui-même provient de la fusion en 1996 du Crédit communal de Belgique et du Crédit local de France, deux banques spécialisées dans le financement des collectivités. Par l'acquisition de Bacob-Artesia en 2001, Dexia renforçait encore sa présence dans le secteur social. **Belfius hérite par conséquent d'une longue tradition de financement des administrations locales et de gestion publique.** L'origine même du nom de Belfius traduit littéralement cette réalité : Belfius = BELgium Finance US.

Aujourd'hui encore, **Belfius dédie un tiers de son portefeuille de crédits (qui s'élève à environ 90 milliards d'euros) au secteur public et social**, principalement des communes. Le sort de la banque Belfius est donc d'une grande importance pour les villes et communes.

Dès son entrée en fonction, le ministre des Finances Johan Van Overtveld a fait part de sa volonté de privatiser Belfius. Quelques années plus tard, en juillet 2017, le gouvernement a pris, sans aucun débat public préalable, la décision de privatiser Belfius. Cette initiative repose sur le dogme selon lequel l'État n'aurait pas vocation à gérer une banque.

La motion suivante est une initiative de la plateforme « Belfius est à nous », soutenue par plus de 30 organisations, ONG et syndicats. Cette dernière a été créée pour impulser un débat public sur l'avenir de

Belfius, organiser la contestation contre la privatisation de la banque et démontrer l'intérêt d'une banque publique pour la population de Belgique.

Considérant que:

- A. Belfius, ex-Dexia Banque Belgique, a été rachetée par l'État belge pour 4 milliards d'euros, que la banque Dexia a fait l'objet de deux recapitalisations successives survenues en 2008 (2 milliards d'euros) et en 2012 (2,9 milliards d'euros) et qu'elle bénéficie de 35 milliards d'euros de garanties accordées par l'État belge ;
- B. Belfius a rapporté 215 millions d'euros de dividendes à l'État belge en 2016, et que le gouvernement prévoit une recette de 309 millions de dividendes déjà inscrits dans le budget de l'État pour 2017, et que cette situation n'a pas empêché la perte, de 2012 à 2016, de 670 emplois et une baisse salariale de 5% ;
- C. le secteur bancaire belge est dominé par des banques étrangères qui déplacent les dividendes générés par les activités belges vers les maisons mères au lieu de les réinvestir dans l'économie locale et d'œuvrer à la préservation de l'emploi (voir BNP Paribas et ING, notamment) ;
- D. Belfius est une des quatre banques les plus importantes en Belgique, et actuellement la seule banque publique ;
- E. beaucoup de pays voisins ont un secteur bancaire public fort sans que cela ne pose question (notamment : l'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse),
- F. une banque publique a un effet stabilisateur en période de crise, comme cela a été mis en évidence en Allemagne après 2008 ;
- G. la pratique de Belfius consistant à fermer progressivement des agences (-30 % en 10 ans) alimente le risque de désertification économique dans certaines régions du pays et quartiers, quand une banque publique pourrait au contraire assurer un service de base, accessible à tous les usagers ;
- H. des communes, conscientes des nuisances causées par ces mesures à leurs administrés, ont commencé à s'opposer à la fermeture de leur agence pour ces raisons (voir l'exemple de la commune de Hastière qui a dénoncé la fermeture de son agence de Hastière-Lavaux décidée par Belfius, en arguant de l'importance de maintenir l'ancrage local de la banque, communautés rurales incluses) ;
- I. le fait que Belfius ne soit actuellement pas gérée comme une structure publique influe nécessairement sur les besoins des plus démunis, comme l'a montré la décision prise par la banque en 2016 de doubler les frais de compte bancaire social pour les personnes émergeant au CPAS ;
- J. cette tendance se renforcerait avec une ouverture du capital qui conduirait la banque à être gérée de manière à satisfaire les intérêts des actionnaires privés, les banques internationales chargées de la mise en bourse de Belfius cherchant à attirer préférentiellement un actionnariat international à la recherche d'un placement rentable ;
- K. le prix et la qualité des services aux pouvoirs locaux ne seraient pas garantis en cas de privatisation, compte tenu de la pression exercée par les actionnaires privés ; c'est ainsi que la durée des crédits accordés aux pouvoirs locaux et au secteur non marchand risquerait d'être raccourcie et que les taux d'intérêt pourraient être revus à la hausse, si bien que certains projets ne seraient plus financés ;
- L. il y a un intérêt stratégique à garder Belfius aux mains des pouvoirs publics, comme l'a montré un rapport sur le futur du secteur financier écrit par le *High Level Expert Group* et commandé par le ministre des Finances, qui mentionne plusieurs critères à prendre en compte, dont la prestation garantie de services stratégiques à l'économie belge, tel que l'octroi de crédits aux pouvoirs publics ;
- M. en cas de privatisation, les autorités perdraient le contrôle d'un partenaire financier unique sur le plan du financement des investissements publics ;
- N. Belfius est la plus importante pourvoyeuse de crédit au secteur public en Belgique, et se décrit elle-même comme le bancassureur disposant du meilleur ancrage local ;
- O. la décision du gouvernement de procéder à une privatisation partielle de Belfius a été prise sans

débat public sur le rôle et le futur de la banque ;

- P. avec un portefeuille de crédits de plus de 90 milliards, Belfius a le potentiel pour être un acteur de premier plan dans le financement de projets utiles à la population : énergies renouvelables, écoles, hôpitaux, soutien à l'économie locale, etc. ;
- Q. une privatisation mettrait en péril ce potentiel ;

**Le Conseil Communal de Forest du 20 mars demande au gouvernement fédéral de :**

- Revenir sur sa décision de privatisation partielle de Belfius, et de maintenir Belfius dans le domaine public.
- Organiser un débat public sur le mandat de Belfius en tant que banque publique, et sur la gestion de celle-ci. Avec une participation des employés, des clients et des élus locaux dans sa gestion, Belfius pourrait fournir de meilleurs services financiers aux communes. Elle devrait notamment leur prêter à un taux d'intérêt moins élevé que celui d'une banque publique.

31 votants : 20 votes positifs, 11 votes négatifs.

Par le Collège :  
La Secrétaire,

Betty Moens



Le Bourgmestre,

Marc-Jean Ghyssele



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTEBESTUUR VORST**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig**

Marc-Jean Ghysseles, *Burgemeester-Voorzitter* ;  
Jean-Claude Englebert, Ahmed Ouartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, *Schepenen* ;  
Michel Borcy, Monique Langbord, Camille Ronge, Hassane Mokhtari, Christiane Defays, Mostafa Bentaha, Nadia El Yousfi, Annie Richard, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Magali Plovie, Alitia Angeli, Nadine Pâques, Laurent Hacken, Denis Stokkink, Gauthier Lambeau, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart, David Liberman, Abdelkader Zroui, *Gemeenteraadsleden* ;  
Betty Moens, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Mariam El Hamidine, *Schepen* ;  
Corinne De Permentier, Grégor Chapelle, Mohammed Sebbahi, Abdelmalek Talhi, Dominique Goldberg, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 24.04.18**

---

**#Onderwerp : Motie met betrekking tot de privatisering van Belfius Bank- uitstel van 20/03/2018#**

---

Openbare zitting

**ORGANISATIE**

**Algemene zaken**

**Motie van de Gemeenteraad van Vorst van 20 maart met betrekking tot de privatisering van Belfius Bank**

In 2011 kocht de Belgische Staat het Belgische deel binnen de Dexia groep voor 4 miljard euro. Enkele maanden later kreeg de bank een nieuwe naam: Belfius.

De Dexia-groep vond in 1996 haar oorsprong in een fusie van het Gemeentekrediet van België en het Franse Crédit Local, twee banken die gespecialiseerd waren in de financiering van overheden. De overname van Bacob-Artesia in 2001 versterkte de aanwezigheid van Dexia in de social-profitsector. **Belfius erft bijgevolg een lange traditie van financiering aan lokale besturen en openbaar bestuur.** De naam Belfius vertaalt letterlijk deze realiteit: Belfius = BELgium FINance US.

Ook vandaag investeert **Belfius nog een derde van zijn investeringsportefeuille (die zowat 90 miljard euro bedraagt) in de publieke sector**, hoofzakelijk in de gemeenten Het lot van Belfius Bank is daarom van groot belang voor de steden en gemeenten.

Vanaf zijn aantreden liet minister van financiën Johan Van Overtveldt verstaan dat hij Belfius wilde privatiseren. De beslissing van de regering tot een gedeeltelijke beursgang viel in juli 2017, zonder voorafgaand maatschappelijk debat. Het initiatief is voornamelijk gestoeld op het dogma dat het niet de taak van de Staat is om een bank te besturen.

Deze motie is een initiatief van het platform 'Belfius is van ons', gedragen door meer dan 30 organisaties,

ngo's en vakbonden. Het platform werd opgericht om het openbaar debat over de toekomst van Belfius op te starten, het verzet tegen de privatisering van Belfius te organiseren en het belang van een publieke bank voor de Belgische bevolking aan te tonen.

Overwegende dat:

- A. Belfius opgekocht werd door de Belgische Staat voor een bedrag van 4 miljard euro. Dit bedrag houdt geen rekening met de twee opeenvolgende herkapitalisaties van Dexia in 2008 (2 miljard euro) en in 2012 (2,9 miljard euro), en de 35 miljard euro garanties toegekend door de Belgische Staat;
- B. Belfius de staat in 2016 215 miljoen euro aan dividenden heeft opgeleverd. Voor 2017 schreef de overheid alvast een bedrag van 309 miljoen euro aan dividenden in de begroting en deze situatie heeft niet kunnen voorkomen dat in de periode 2012-2016 670 jobs verloren zijn gegaan en de lonen met 5 procent gedaald zijn;
- C. de Belgische banksector gedomineerd wordt door buitenlandse banken, die de dividenden gegenereerd door activiteiten in België versassen naar hun moederhuis, in plaats van deze te investeren in de lokale economie en te ijveren voor het behoud van lokale tewerkstelling (zie bv. BNP Paribas en ING);
- D. Belfius één van de vier belangrijkste banken in België is en op dit ogenblik de enige publieke bank in België is;
- E. veel van de ons omringende landen een publieke banksector hebben zonder dat dit vragen oproept (onder andere in Duitsland, Luxemburg en Zwitserland);
- F. een publieke bank een stabiliserende rol kan spelen in tijden van crisis zoals aangetoond werd in onder andere Duitsland na 2008;
- G. een basisdienst, toegankelijk voor alle gebruikers, deel zou kunnen uitmaken van de opdracht van een publieke bank. Maar de bank sluit systematisch agentschappen (-30% in 10 jaar) waardoor het risico op economische achteruitgang in sommige regio's van het land toeneemt;
- H. zich bewust zijnde van de negatieve gevolgen die deze sluitingen voor hun inwoners kunnen hebben, sommige gemeenten zich zijn beginnen te verzetten tegen de sluiting van plaatselijke agentschappen (bijvoorbeeld de gemeente Hastière die de sluiting heeft aangeklaagd van haar agentschap in Hastière-Lavaux beslist door Belfius, door te argumenteren dat het belangrijk is om de plaatselijke verankering van de bank te behouden, ook in plattelandsgemeenten);
- I. het feit dat Belfius momenteel niet als een publieke bank beheerd wordt reeds nadelige gevolgen heeft voor hen die er het meest nood aan hebben. Dit werd duidelijk toen de bank in 2016 besliste om de kosten voor de houders van een sociale rekening via het OCMW te verdubbelen;
- J. deze tendens versterkt zal worden in het geval van een openstelling van het kapitaal, aangezien de bank genoodzaakt zou worden te worden beheerd om aan de belangen van haar nieuwe aandeelhouders te voldoen. De internationale banken aangesteld om de beursgang van Belfius te begeleiden zullen veeleer een internationaal aandeelhouderschap, op zoek naar een zo rendabel mogelijke belegging, aanbrengen;
- K. de prijs en de kwaliteit van de diensten van Belfius aan lokale overheden niet gegarandeerd zal kunnen worden in geval van privatisering, rekening houdend met de druk die de aandeelhouders zullen uitoefenen. Er is een risico dat de looptijd van de kredieten aan lokale overheden en de non-profitsector ingekort wordt en de intresten zullen stijgen. Sommige projecten zullen hierdoor mogelijk niet meer worden gefinancierd;
- L. er een strategisch belang is om Belfius in publieke handen te houden, zoals reeds aangetoond werd in een rapport over de toekomst van de financiële sector, geschreven door de *High Level Expert Group* in opdracht van de minister van Financiën. Een van de verschillende criteria die de auteurs van het rapport in rekening brengen is het garanderen van strategische dienstverlening aan de Belgische economie, waaronder het financieren van de overheden;



- M. in geval van privatisering zouden de overheden de controle verliezen over een unieke financiële partner op het vlak van de financiering van openbare investeringen;
- N. Belfius de belangrijkste kredietverstrekker aan de publieke sector in België is en zichzelf omschrijft als de bank-verzekeraar met de beste lokale verankering;
- O. de regeringsbeslissing om over te gaan tot een gedeeltelijke privatisering van Belfius zonder openbaar debat over de rol en de toekomst van de bank werd genomen;
- P. met een kredietportefeuille van meer dan 90 miljard euro Belfius het potentieel heeft om een hoofdrolspeler te zijn in de financiering van projecten die nuttig zijn voor de bevolking: hernieuwbare energie, scholen, ziekenhuizen, ondersteuning van de lokale economie, enz.;
- Q. een privatisering dit potentieel in gevaar zou brengen;

**Vraagt de Gemeenteraad van Vorst van 20 maart het volgende aan de Federale Regering:**

- Terug te komen op de beslissing voor de gedeeltelijke privatisering van Belfius en Belfius in het openbaar domein te behouden.
- Een maatschappelijk debat te openen over het mandaat van Belfius als publieke bank en het beheer ervan. Met deelname van de werknemers, de klanten en de lokale verkozenen aan het beheer van de bank zou Belfius betere financiële diensten kunnen verlenen aan de gemeenten. Ze zou hun onder meer aan een lager interesttarief moeten lenen dan die van een publieke bank.

31 stemmers : 20 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

Vanwege het College :

De Secretaris,

Betty Moens



De Burgemeester,

Marc-Jean Ghysels